

A un mois de la votation fédérale, la ministre de l'Énergie Doris Leuthard refuse de précipiter la sortie du

«LA SÉCURITÉ EST

Nucléaire » Après la catastrophe de Fukushima, en 2011 au Japon, elle était la première à s'engager pour la fin de l'atome. La ministre Doris Leuthard invite toutefois à la patience.



« PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTIANE IMSAND

Energie » La catastrophe nucléaire de Fukushima, en 2011, a convaincu Doris Leuthard que l'énergie atomique avait fait son temps. La ministre de l'Énergie refuse cependant de précipiter le mouvement. Elle combat fermement l'initiative des Verts qui exige le démantèlement des cinq réacteurs suisses après 45 ans d'exploitation. Cette mesure entraînerait la fermeture des centrales de Beznau I, Beznau II et Mühleberg dans une année, celle de Gösgen en 2024 et celle de Leibstadt en 2029. «Nous avons besoin d'un plus long délai pour la transition vers les énergies renouvelables», affirme la conseillère fédérale. Interview.

Après l'accident de Fukushima, vous avez décidé avec le Conseil fédéral que la Suisse devait sortir du nucléaire. Avec le recul, pensez-vous que c'était une décision précipitée?

Doris Leuthard: Pas du tout. Le contexte actuel confirme le bien-fondé de cette décision. A l'époque, nous n'avons pas agi seulement en raison des risques mis en évidence par cet accident, mais aussi parce que nous devions nous prononcer sur trois demandes d'autorisation pour des centrales de remplacement. Tous les pays européens constatent aujourd'hui à quel point il est coûteux de construire une centrale. Cela me conforte dans mon opinion. D'ailleurs, les exploitants ont, entre-temps, retiré leurs demandes.

Vous estimez que c'est une énergie qui a fait son temps. La sortie réelle du nucléaire est pourtant renvoyée aux calendes grecques...

Le Conseil fédéral s'est opposé à la construction de nouvelles centrales, mais il a aussi dit qu'il n'y avait pas de raison de mettre hors service les centrales existantes tant que la sécurité était assurée. Elles arriveront tôt ou tard au terme de leur vie normale. Il serait contre-productif de précipiter le mouvement dans un délai aussi court.

Peu après Fukushima, n'aviez-vous pas vous-même avancé une date de sortie définitive du nucléaire en 2034?

Je n'ai jamais proposé de date de sortie du nucléaire qui aurait alors été fixée par le «politique». Par contre, nous avons compté avec une durée de vie des centrales de 50 ans pour calculer le montant du fonds de désaffectation. C'est de là que vient cette durée de vie présumée, mais il a toujours été clair qu'un réacteur garantissant toute sécurité pourrait être exploité plus longtemps.

«Il a toujours été clair qu'un réacteur sûr pourrait être exploité plus longtemps»

Doris Leuthard

N'est-ce pas avant tout pour des raisons financières qu'il n'y a pas de date limite d'exploitation? Le groupe Axpo perd de l'argent et il projette d'amortir ses centrales sur soixante ans...

Nos centrales sont au bénéfice d'une durée d'exploitation illimitée, mais la sécurité doit être garantie à tout moment, indépendamment de leur âge. Cela nous donne un niveau de sécurité particulièrement élevé. Le contrôle est opéré par l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN, ndlr) qui agit en toute indépendance. Si les Verts se préoccupaient vraiment de la sécurité des réacteurs, ils ne fixeraient pas dans leur initiative une durée de vie arbitraire de 45 ans qui permet d'exploiter Leibstadt jusqu'en 2029.

COÛTS DU NUCLÉAIRE EN SUSPENS

Les coûts du débranchement des centrales nucléaires ne cessent de croître, selon les partisans de la sortie de l'atome. Le peuple votera sur l'initiative des Verts fin novembre, mais les autorités ne publieront pas de nouveaux chiffres sur les dépenses avant décembre.

Il faudra payer 20,6 milliards de francs pour désaffecter les

Les exploitants de Mühleberg ont décidé, pour des raisons économiques, de stopper la production en 2019. Par contre, aucune décision n'a encore été prise concernant Beznau I qui est à l'arrêt depuis une année et demie en raison de fissures dans la cuve du réacteur. N'est-il pas temps de tirer la prise?

Cet arrêt prolongé démontre l'indépendance et le sérieux du contrôle de l'IFSN. Si elle exige des investissements pour garantir la sécurité, il n'y a pas de contestation possible. La seule alternative est l'arrêt de la production. La décision appartient au conseil d'administration.

Vous ne voulez pas forcer la décision, notamment par crainte de demandes de dédommagement. Selon les partisans de l'initiative, il n'y a pas lieu d'indemniser une entreprise non rentable...

N'oubliez pas qu'une entreprise qui produit à perte génère encore un revenu. Si on change les règles, les exploitants – dont les cantons qui sont actionnaires – demanderont des dédommagements. Cela correspond à la jurisprudence du Tribunal fédéral.

La Suisse se passe du courant de Beznau I depuis de longs mois, Mühleberg sera débranché en 2019 et Leibstadt est hors service jusqu'en février. Personne ne parle pour autant de black-out. Cela ne montre-t-il pas que la Suisse est prête à se passer de l'énergie atomique?

Le risque pour l'approvisionnement électrique dépend de la capacité du réseau de transport. Actuellement, nous ne disposons pas encore des transformateurs permettant d'importer de grandes quantités d'électricité, sans compter que nous serions contraints d'importer du courant d'origine nucléaire ou fos-

«Je n'ai jamais proposé de date pour la sortie du nucléaire», se défend Doris Leuthard pour justifier son refus de l'initiative des Verts.

Alain Wicht



sile, ce qui ne correspond pas à nos objectifs.

La Suisse importe déjà de l'électricité en hiver...

Oui, mais il ne s'agirait plus de combler un déficit ponctuel. Il faudrait remplacer de manière permanente la production de trois centrales, qui approvisionnent 1,6 million de ménages, et cela en l'espace d'un an. Nous avons besoin de plus de temps pour investir à la fois dans le renouvelable en Suisse et dans le réseau. Nous disposerons de nouveaux instruments à partir de 2018 avec la mise en œuvre de la nouvelle stratégie énergétique.

Elle est contestée par un référendum. Vous risquez de vous retrouver les mains vides...

Je ne crois pas. Je constate qu'économiesuisse et le PLR ont fini par se rallier au projet. Il n'y a que l'UDC et les partisans du nucléaire qui le contestent. Pour la majorité, l'énergie nucléaire appartient au passé. L'avenir repose sur les énergies renouvelables et sur une plus grande effi-

cience énergétique. Je ne crains pas la votation populaire.

La Suisse a la chance de disposer d'une énergie indigène propre grâce à ses barrages, mais l'hydroélectricité n'est plus concurrentielle. La fin de la filière nucléaire ne serait-elle pas sa chance?

Dans le cadre de la nouvelle stratégie énergétique, le parlement ne s'est pas facilement laissé convaincre de relever de 1,5 à 2,3 ct. par kWh la taxe sur l'électricité destinée à soutenir les énergies renouvelables. Si nous voulons accélérer le processus, nous aurons besoin de davantage d'argent. Je crains que l'économie et les ménages ne soient pas d'accord. D'ailleurs, cela ne suffirait pas à rendre concurrentielle l'énergie hydraulique et nous resterions contraints d'importer de l'électricité sans disposer du réseau de transport adéquat.

Les ménages sont-ils les dindons de la farce? Le Conseil fédéral n'a pas voulu ouvrir le marché de l'électricité aux PME et aux

petits consommateurs. Contrairement aux gros clients, ils ne peuvent pas choisir librement leur fournisseur d'électricité et ils paient leur courant plus cher...

L'énergie hydroélectrique produite par nos barrages n'est actuellement pas compétitive sur le marché européen. Nous venons maintenant d'introduire des subsides pour une période de cinq ans. Ce n'est pas le moment de mettre en péril cette stratégie en ouvrant complètement le marché de l'électricité, même si cette mesure serait effectivement dans l'intérêt des ménages et des PME. Il faut protéger la production indigène, le temps que les prix se stabilisent en Europe.

Les petits consommateurs doivent-ils donc payer le prix d'un manque d'anticipation?

Non, c'est une question économique. L'électricité n'est pas un produit de consommation ordinaire comme un yoghourt par exemple. Il faut maintenir la production indigène pour que les investissements ne partent pas à l'étranger. »

nucléaire, comme le demande l'initiative des Verts

ASSURÉE»



BIO EXPRES

Origine
Argovie

Age
53 ans

Formation
Avocate

Etat civil
Mariée sans
enfants

Parti
PDC

1999-2006
Conseillère
nationale

2004-2006
Présidente
du PDC

2006-2010
Cheffe du
Département
fédéral de
l'économie

Dès 2010
Cheffe du
Département
fédéral de
l'environnement,
des transports,
de l'énergie
et de la
communication
CI